

an	BR	SD	HC	DR	RC		(12)
Datum	15.12.			16.12.			
Von	BR	SD	BT	DR	RC		
EDA				15.12.92			10
Ref.	✓ s.C. 41. Kaz. 111. 0.						
	<u>s.C. 41. Uzb. 111. 0.</u>						

BUNDESAMT FÜR AUSSENWIRTSCHAFT
Regionaldienste Mittel-/Osteuropa ECE/UNO

Kasachstan 821 - rib
Usbekistan 821 - rib

Bern, 11.12.1992

Notiz

Bilaterale Wirtschaftsverhandlungen in Kasachstan und Usbekistan

Geht an: Schweizerische Botschaften in Moskau, Kiew, Riga, Helsinki, Warschau;
EDA: PA 1, Polit. Sekretariat, Finanz- und Wirtschaftsdienst, **Direktion für Völkerrecht;**
Bundesamt für geistiges Eigentum;
EFV: IWF-Büro;
Schweizerische Exekutivdirektoren WB, IMF, Washington

Kopie an: blf, jek, ari, gir, imb, spi, bal, zos, jag, ram, lem esh, std, fon;
maz, dej, hed, any, rib;

In der Beilage finden Sie die Berichterstattung über die BAWI-Mission nach Kasachstan und Usbekistan, welche in der Zeit vom 23. November bis 1.12. 1992 stattfand und mit der Paraphierung eines Handels- und Wirtschaftskooperations- sowie eines Investitionsschutzabkommens (ISA) in jedem der beiden Staaten endete. Ueber die ISA-Verhandlungen wird separat berichtet.

Beilagen: Zusammensetzung der Delegation und Gesprächspartner
Missionsrapport (Telegramm vom 1.12.1992)
Kasachstan: Gesprächsnotiz 1. Vizeausserwirtschaftsminister B. Taijanov,
Usbekistan: Gesprächsnotiz 1. Vizeausserwirtschaftsminister S. Safaev
Usbekistan: Gesprächsnotiz 1. Vizeausserminister F. Teshabaev
Paraphiertes Handels- und Wirtschaftskooperationsabkommen mit Kasachstan
Paraphiertes Handels- und Wirtschaftskooperationsabkommen mit Usbekistan

Mit freundlichen Grüßen
Regionaldienste Mittel- und Osteuropa -
ECE/UNO

Leo Ribeli

i.V. Leo Ribeli



Am 25. und 26. November 1992 hat eine BAWI-Delegation in Alma-Ata (Kasachstan) und vom 27. bis 30. November in Taschkent (Usbekistan) Verhandlungen zum Abschluss von Handels- und Wirtschaftskooperations- sowie Investitionsschutzabkommen (ISA) geführt.

Zusammensetzung der Delegation

Die ISA-Verhandlungen standen schweizerischerseits unter der Leitung von Botschafter M. Baldi (bal), die Handels- und Wirtschaftskooperationsverhandlungen unter Leitung von Minister R. Ramsauer (ram). Der Delegation gehörten ferner an: Roland Lempen, Leo Ribeli (beide BAWI), Thomas Borer (EDA) sowie Jean-Hubert Lebet (Botschaft Moskau).

Die Gespräche verliefen in einer konstruktiven und freundlichen Atmosphäre, wobei die schweizerischen Mustertexte von den Gesprächspartnern in ihren wesentlichen Bestandteilen übernommen worden sind. Mit der Paraphierung von je zwei Abkommen in den beiden Staaten konnte diese Mission erfolgreich abgeschlossen werden.

Gesprächspartner in Kasachstan

1. Vizeausenwirtschaftsminister Bolatchan K. **Taijanov**

Verhandlungsleiter: Nurlan **Moldachmetov**, Stv. Abteilungschef der Vertrags- und Rechtsabteilung des Ministeriums für Aussenwirtschaftsbeziehungen.

Gesprächspartner in Usbekistan

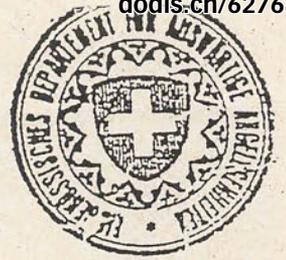
1. Vizeausenminister Fatih **Teshabaev**

1. Vizeausenwirtschaftsminister Sadik S. **Safaev**

Verhandlungsleiter: Sergej A. **Iwantschenko**, Abteilungschef der Kontrollabteilung für die Implementierung internationaler Abkommen.

VERTRAULICH
CONFIDENTIEL

d.h. ausserhalb der Bundesverwaltung dürfen Angaben über den Inhalt nur in Form von Auszügen erfolgen. Weiterleitungen, per Fax dürfen nur innerhalb des 61-er Netzes gemacht werden.



Beilage 2

- 2. Dez. 1992 10:00

MOSCOUAM

BRN00274

CONFIDENTIAL

page 1 of 2

moscou, le 1er decembre 1992

16h00

CHIFFRE

NUR FÜR INTERNEN GEBRAUCH
POUR USAGE INTERNE-UNIQUEMENT

274

original a : m. le conseiller federal j.-p. delamuraz, chef du dfep (fax)

copie:

dfep, ofaee: blf, jek, ari, gir, imb, woi, zos, jag, was, esh, lem,
maz, kum, sca, sti, std, dej, fon, hed, rom.

dfae: secretariat du chef dfae
division politique 1
service economique et financier
direction du droit international public

dfjp, office federal de la propriete intellectuelle (fax)
dir. suppl. cottier

ambassades: kiev, riga, helsinki, vienne, varsovie, ankara,
washington, paris (2), mission bruxelles, delegation
geneve

m. j.-d. gerber, directeur executif, bird, washington

Bundesamt für Aussenwirtschaft

No. *Kasach. / Usbek. SPA*

(fax)

R - 2. DEZ. 1992

Kon an

accords economiques avec les republicues de la cei:
paraphe d'accords avec le kazakhstan et l'ouzbekistan

une delegation de l'ofaee, dirigee par les soussignes, s'est rendue au kazakhstan et en ouzbekistan du 24 au 30 novembre dans le but d'entamer la negociation d'accords economiques avec ces deux republicues anciennement sovietiques. nos efforts se sont concentres d'abord sur ces deux pays parce qu'ils offrent, parmi toutes les nouvelles republicues d'asie centrale, le potentiel de cooperation economique de loin le plus important, tant par leur taille que par leur vastes ressources naturelles et leur structures industrielles. dans les deux cas, nous avons pu parapher un accord sur la promotion et la protection des investissements (appi) et un accord de commerce et de cooperation economique, resultat qui depasse toutes nos attentes. apres signature et mise en vigueur, ce paquet d'accords comblera le vide juridique actuel decoulant du fait que les nouvelles republicues ne reconnaissent pas les anciens traites economiques conclus avec l'urss.

la suisse n'est pas le seul pays occidental a proceder rapidement a l'etablissement de ses relations contractuelles avec les nouvelles republicues. les etats-unis, la finlande, l'autriche, entre autres, font de meme et la ce entamera bientot des negociations semblables.

nous voudrions saisir l'occasion de negocier des accords 'modernes' avec ces pays, accords qui soient adaptes a leur volonte de proceder a des reformes economiques et politiques et de s'insérer pleinement dans le cadre de la cooperation economique internationale. ajoutons dans ce contexte que l'ouzbekistan est un des membres de notre groupe de vote au sein des institutions de bretton woods.

le traite de commerce et de cooperation economique contient les elements principaux suivants:

- se referant aux principes du processus de la csce, l'accord est essentiellement base sur les regles du gatt (le kazakhstan y a d'ailleurs deja un statut d'observateur, l'ouzbekistan devrait suivre sous peu): traitement mfn, non-discrimination, traitement national, clauses de sauvegarde et d'exception,
- s'ajoutent des dispositions sur les paiements et les pratiques commerciales,
- les deux accords contiennent des articles contraignants et ambitieux sur la protection de la propriete intellectuelle,
- l'article traitant de la cooperation enumere des objectifs generaux et indique certains domaines prioritaires de notre future cooperation economique, sans pour autant reprendre le long catalogue contenu dans notre ancien accord avec l'urss,
- les traites prevoient une extension ulterieure des relations contractuelles et etablissent un comite comme forum pour les contacts bilateraux reguliers. les accords sont denoncables moyennant preavis de 6 mois.

accords de promotion et de protection des investissements (appi). s'il est vrai que le kazakhstan et l'ouzbekistan avaient deja conclu de tels instruments, les accords que nous venons de parapher sont nettement plus ambitieux. le resultat est dans une large mesure du a la bonne reputation dont jouit la suisse aupres de ces deux pays. certaines difficultes que nous avons rencontrees au cours de ces negociations sont liees a l'appi que nous avions conclu avec l'ancienne urss il y a quelques annees. en effet, dans l'accord avec l'urss, nous avons fait certaines concessions que nous n'avons pas voulu offrir a ces pays en transition. bien que, dans quelques cas, il ait fallu adapter certaines formulations a la demande de nos partenaires, les accords, tels qu'ils sont paraphes, contiennent tous les elements necessaires pour un accord complet: la clause de la nation la plus favorisee, le traitement national, le libre transfert, la compensation en cas d'expropriation ainsi que des clauses d'arbitrage diagonal direct et entre etats.

il faut esperer que ces liens contractuels, qui seront successivement etendus aux autres pays de la cei (tels que la bielorussie, l'ukraine, etc) fourniront un cadre stable, previsible et oriente vers l'avenir pour le developpement des investissements et des echanges commerciaux prives entre ces nouveaux pays et l'economie suisse.

baldi /ramsauer

**Entretien avec M. Bolatchan K. Taijanov,
Premier Vice Ministre des Affaires économiques extérieures du Kazakhstan
Alma Ata, le 25 novembre 1992**

Généralités

M. Taijanov (T.) expose la situation économique délicate du Kazakhstan, dont les problèmes trouvent leur origine dans le démantèlement de l'URSS, avec les ruptures de liens commerciaux et de production qui en découlent, ainsi que l'inflation générée d'après lui par la Russie. L'économie du Kazakhstan étant fortement intégrée à celle de l'ex-URSS (elle en dépend à 60%), cette crise se fait fortement sentir. T. estime les pertes de son économie à Rb 155 mrd.

Les flux financiers sont bloqués: les entreprises de la zone rouble (partenaires commerciaux non seulement traditionnels, mais structurels du Kazakhstan) n'ont plus les moyens d'honorer leurs obligations. Le Kazakhstan n'obtient donc plus les ressources nécessaires au paiement des salaires et cesse d'exporter vers cette zone devenue de fait insolvable.

Les réformes

Les réformes de l'économie kazakh ont pour buts de réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie pour la transformation des matières premières ainsi que de passer de la planification à l'économie de marché. T. mentionne aussi les nouvelles lois en vigueur dans le domaine économique (lois sur les concessions, sur les investissements étrangers, les devises, les entreprises privées, les transferts de fonds privés, etc). Les investisseurs étrangers peuvent détenir 100% du capital de l'entreprise sauf dans les secteurs réservés (sécurité nationale). Les 439 joint ventures enregistrées en octobre 1992 ont assuré pour les 10 premiers mois de l'année US\$ 300 mio de production. Les USA viennent en tête des pays d'origine des joint ventures avec 77 joint ventures, les autres pays d'origine étant la Chine, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la Corée du Sud, l'Italie et la Turquie.

Les privatisations seront accélérées (?) en décembre lors de la session du Parlement. 60% de l'économie doit être privatisée, mais les ressources nationales resteront aux mains de l'Etat.

Un problème très concret des réforme au Kazakhstan est l'accès aux statistiques économiques et à leur fiabilité. Les chiffres sont à Moscou et T. affirme qu'ils ont été manipulés au détriment du Kazakhstan. Les statistiques dont dispose maintenant le gouvernement kazakh sur les exportations d'or et de pétrole démontrent clairement, selon T., que pendant des décennies, loin d'être équilibrés, les échanges entre le reste de l'URSS et le Kazakhstan ont été fortement déséquilibrés en défaveur du Kazakhstan. Les autorités kazakhs estimaient au début 1992 et sur la base des statistiques soviétiques que leurs exportations pouvaient atteindre US\$ 5 mrd à la fin 1995. Sur la base des exportations de ces dix derniers mois, les autorités kazakhs estiment que ce montant sera atteint à fin 1993 déjà.

Pétrole

Le Kazakhstan estime sa production de pétrole potentielle à 50 mio de tonnes/année. Elle est actuellement de 28 mio de tonnes, dont 10 mio sont traitées dans les trois raffineries kazakhs, le reste (18 mio t.) l'étant en Russie. La récente décision de Moscou de facturer ses exportations de produits pétroliers en devises et aux prix mondiaux a provoqué la même mesure de la part du Kazakhstan¹).

Tourisme

Le potentiel est énorme, mais l'infrastructure est inexistante (en particuliers hôtels). Des progrès sont en cours de réalisation dans l'établissement de vols réguliers reliant Alma Ata avec le reste du monde (en particulier avec Beijing, Istanbul, Hanovre et Frankfort/Main, Vienne, New Delhi, le Pakistan et Abu Dhabi.

Accords économiques bilatéraux conclus par le Kazakhstan

Le Kazakhstan a conclu des APPI entre autres avec la Finlande, l'Allemagne, les Etats Unis, la Corée du Sud et la Chine. Le nombre d'accords de commerce est plus important encore (T. n'a pas été plus précis à ce propos).

Représentations diplomatiques

Le Kazakhstan est reconnu par plus de 100 pays, dont 60 entretiennent avec lui des relations diplomatiques. Les Etats Unis, la Turquie, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la Chine, le Pakistan, l'Inde et la France ont ouvert une représentation à Alma Ata. D'autres pays le feront prochainement, dont le Japon. Le Kazakhstan, en raison de problèmes budgétaires, ne disposera quant à lui que de trois représentations à l'étranger (Washington, Ankara et bientôt à Beijing).

Réforme monétaire

Le Kazakhstan n'introduira sa propre monnaie que s'il y est contraint (sous entendu par Moscou). T. affirme que le Kazakhstan peut le faire du jour au lendemain (les nouveaux billets sont stockés et le Kazakhstan dispose de réserves d'or suffisantes pour assurer la stabilité de sa monnaie).

¹) A ce jour, on ne connaît pas encore les répercussions de ces mesures sur les échanges dans ce secteur; il est toutefois probable que le volume devrait diminuer.

Beilage 4

rib/cog

Bern, 08.12.1992

Gespräch mit dem 1. Vizeausenwirtschaftsminister S. SAFAEV in Taschkent am 30.11.1992

Am Tage der Paraphierung des Investitionsschutz- sowie des Handels- und Wirtschaftskooperationsabkommens hat S. SAFAEV (S), der Erste stellvertretenden Vizeausenminister für Ausenwirtschaftsbeziehungen, die BAWI-Delegation zu einem kurzen Meinungs austausch empfangen. Bei dieser Gelegenheit gab er seiner Genugtuung Ausdruck, dass die genannten Abkommen paraphiert werden könnten. Er habe am Vortag den Präsidenten der Republik, Karimov, diesbezüglich orientiert und dieser habe die geleistete Arbeit ausdrücklich begrüsst.

Botschafter Baldi (bal) benutzte die Gelegenheit und lud den verantwortlichen Minister zur späteren Unterzeichnung der beiden Abkommen in die Schweiz ein. S verdankte die Einladung, meinte aber, es sei aus usbekischer Sicht wünschenswerter, wenn der schweizerische Ausenwirtschaftsminister oder eine von ihm bevollmächtigte Person in Begleitung von privaten Geschäftsleuten aus dem Banken-, Tourismus-, Versicherungs- und Industriesektor zur Unterzeichnung nach Taschkent kommen würde. Dies gäbe den Gästen die Möglichkeit, Usbekistan kennenzulernen und direkte Kontakte zu knüpfen. Die Delegation würde von der Regierung eingeladen. Als möglichen Zeitpunkt der Unterzeichnung bezeichnete Minister Ramsauer (ram) die erste Jahreshälfte 1993. Vor März 1993 sei diese aber kaum möglich, insbesondere dann nicht, wenn auch eine Wirtschaftsdelegation zusammengestellt werden sollte. S unterstrich, Usbekistan habe grosses Interesse an einer möglichst baldigen Unterzeichnung. Mit Blick auf die Unterzeichnung sollten weitere Varianten nicht ausgeschlossen werden.

Zum wirtschaftlichen Reformprozess bemerkte S, seit August gäbe es keine Importsteuern mehr für Konsum- und Investitionsgüter. Ausländische Betriebe, die in als prioritär bezeichneten Sektoren der Wirtschaft investieren würden, hätten in den ersten fünf Jahren keine Steuern zu bezahlen (tax holidays). Was weitere Reformschritte anbelange, so habe das Parlament in den vergangenen Monaten eine ganze Reihe neuer Gesetze verabschiedet, u.a. ein Investitionsschutzgesetz. Was den Abschluss bilateraler Verträge betreffe, so habe Usbekistan in diesem Jahr einiges geleistet. Mit verschiedenen Ländern zwischen Finnland und Süd-Korea seien bilaterale Handelsabkommen unterzeichnet worden, beispielsweise auch mit Österreich. Vor einigen Tagen habe der usbekische Präsident während seines Besuchs in Iran sieben Abkommen, darunter solche in den Bereichen Telekommunikation und Verkehrswesen, unterschrieben. Im Fernmeldebereich verfolge Usbekistan einzelne Projekte mit Japan, der Türkei und weiteren Ländern. Mit den USA habe man vor einem Monat ein OPIC-Abkommen unterzeichnet und man sehe vor, im Dezember mit diesem Land auch ein Handelsabkommen zu vereinbaren. Zur EG bestünden verschiedene Kontakte und zur Zeit würden gemeinsame Programme der technischen Zusammenarbeit erarbeitet.

Die wichtigsten europäischen Staaten und die USA hätten in Taschkent Botschaften eröffnet. Insgesamt fänden sich heute etwa zwanzig diplomatische Vertretungen in der Republik.

S führte ferner aus, Usbekistan sei verschiedenen internationalen Organisationen beigetreten, etwa der Weltbank, dem IMF, der UNIDO, der EBRD und anderen. Die Integration ins internationale Beziehungsnetz sei für die Republik besonders wichtig. Zwar seien noch viele Probleme zu überwinden und viele der aktuellen Schwierigkeiten seien auf fehlende Infrastruktur in jeder Beziehung zurückzuführen. Auch das Bankenwesen weise diesbezüglich grosse Mängel auf. Zu Schweizer Banken, besonders zur SBG, bestünden gute Kontakte.

Nachdem S Schwierigkeiten im bilateralen Handel mit andern GUS-Staaten angesprochen hatte, wies ram S auf die im GATT-Vertrag festgehaltenen Prinzipien hin. Diese könnten auch Usbekistan als verlässliche Richtlinie beim Aufbau bilateraler Beziehungen dienen. S stimmte dem unumwunden zu und ergänzte, Usbekistan habe vor zwei Wochen ein Gesuch nach Genf geschickt und um die Erteilung des Beobachterstatus nachgesucht.

Im Anschluss an dieses Gespräch wurden die beiden bilateralen Abkommen von S und bal, bzw. ram, paraphiert.

Beilage 5

rib/cog

Bern, 08.12.1992

Gespräch mit dem 1. Vizeausserminister der Republik Usbekistan, Fatih G. TESHABAEV

Am 30. November 92 hat der 1. Vizeausserminister Fatih G. TESHABAEV (T) die BAWI-Delegation zu einem Höflichkeitsbesuch empfangen. Gesprächsthemen bildeten die bilateralen politischen und wirtschaftlichen Kontakte, die Haltung Usbekistans zur Gemeinschaft unabhängiger Staaten (GUS) sowie die Frage der solidarischen Schuldenhaftung bezüglich der Aussenverschuld der ehemaligen Sowjetunion.

T betonte, Usbekistan habe im ersten Jahr seiner Unabhängigkeit grosse Anstrengungen unternommen, um seinen Platz innerhalb der Staatengemeinschaft zu finden und sich in ihr zu integrieren. Als Neumitglied in der KSZE habe sein Land in Helsinki eine aktive Rolle gespielt und seine aussenpolitischen Vorstellungen umfassend dargelegt.

Die bilateralen Beziehungen zur Schweiz seien erfreulich angelaufen, verschiedene offizielle Schweizer Delegationen hätten Usbekistan in diesem Jahr besucht. Botschafter Baldi stimmte dem zu und wies mit Genugtuung auf die konstruktive Arbeitsatmosphäre, die bei den laufenden Verhandlungen herrsche. Er sei zuversichtlich, dass sowohl das bilaterale Handels- und Wirtschaftskooperations- als auch das Investitionsschutzabkommen noch heute parafiert werden könnten.

Auf die Frage nach der Zukunft der GUS und auf die Rolle Usbekistans in diesem Verband angesprochen, meinte T, sein Land sei bereits zur Zeit der Perestroika für grössere Souveränität der einzelnen Republiken innerhalb der Sowjetunion eingetreten (Novo-Ogarevo-Prozess). Der Putsch vom August 1991 habe den Abschluss eines diesbezüglichen Vertrags zwischen den einzelnen Sowjetrepubliken verunmöglicht und den Anfang vom Ende der Union bedeutet. Usbekistan gebe sich keinen Illusionen hin, es sei wirtschaftlich noch auf Jahre hinaus auf die Zusammenarbeit mit den andern ehemaligen Sowjetrepubliken angewiesen. Er stelle fest, dass auch andere GUS- und frühere COMECON-Staaten wieder grösseres Interesse an usbekischer Baumwolle zeigten. Der Hauptgrund dafür liege im Devisenmangel dieser Staaten. Usbekistan sei zur politischen und wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit allen Partnern bereit, sofern beide Seiten gleiche Rechte und Pflichten hätten. Usbekistan sei bisher von Russland ausgebeutet worden, da die Preisstrukturen verzerrt gewesen und die Baumwollepreise absichtlich tief gehalten worden seien. Baumwolle habe unverarbeitet und zu Niedrigstpreisen nach Russland (Iwanowo) geliefert werden müssen. Den Aufbau einer verarbeitenden Industrie in Usbekistan habe Moskau nicht gefördert. Russland habe aus usbekischer Baumwolle Stoffe produziert und diese in die Ukraine verkauft, wo diese zu Anzügen und Hemden weiterverarbeitet worden sei. Die Enderzeugnisse hätten zu hohen Preisen nach Usbekistan zurückgeführt werden müssen. Diesen Mechanismus gelte es heute zu ändern. In der Republik müssten selbst

vermehrt Endprodukte hergestellt werden. Dies sei jedoch nur möglich, sofern grosse Investitionen (auch aus dem Ausland) erfolgten. Investitionen würden zudem zusätzliche Arbeitsplätze schaffen und ein Beitrag gegen die Arbeitslosigkeit bedeuten. Zu einer kohärenten Preisbildung zu finden sei wegen mangelnder Dialogbereitschaft Russlands schwierig und würde durch die herrschende Inflation zusätzlich noch erschwert. Russland gebe vor, es würde pro Jahr für 6 Milliarden Dollar Güter nach Usbekistan exportieren, wogegen es aus dieser Republik lediglich Lieferungen im Gegenwert von US-\$ 350 Mio. beziehe. Diese russische Handelsbilanz reflektierte in keiner Art und Weise den effektiven Gütertausch. Es verstehe sich aber von selbst, dass der Übergang zu Weltmarktpreisen im bilateralen Handelsverkehr nicht von heute auf morgen erfolgen könne.

Den Umstrukturierungsprozess der Wirtschaft und die Integration in die Weltwirtschaft bezeichnete S als langwierigen Prozess. Zur Zeit gelte es, eine entsprechende Strategie und Taktik auszuarbeiten. Willkürliche Entscheide seien nicht zu verantworten, gelte es doch, sechs Millionen Arbeitskräfte zu beschäftigen. Russland habe seine Wirtschaftsreform ohne Absprache mit den GUS-Staaten begonnen. Dieses Vorgehen befremde angesichts der Tatsache, dass die einzelnen Volkswirtschaften so stark aufeinander angewiesen seien. Das unkoordinierte Vorgehen Moskaus habe in den von Russland abhängigen Staaten grosse negative Auswirkungen gehabt.

Auf die Frage, ob Usbekistan an die Einführung einer eigenen Währung denke, antwortete T, Usbekistan werde der Rubelzone weiterhin angehören. Ein entsprechendes Abkommen habe Vizeminister Hamidov kürzlich unterzeichnet. Nicht nur das bisher ungenügend entwickelte Bankenwesen, auch fehlende Souveränität im Währungsbereich, legten ein solches Verhalten nahe. Beiläufig wies T darauf hin, zu Schweizer Banken würden gute Kontakte bestehen.

Auf die Frage, ob Usbekistan bezüglich der gemeinsamen Schuldenhaftung die von Russland vorgeschlagene Null-Option (Übernahme sämtlicher Verpflichtungen und Guthaben der ehemaligen Sowjetunion im Ausland durch Russland) unterschrieben habe, blieb T eine Antwort schuldig. Er betonte, für sein Land sei die Bezahlung von Schulden eine "heilige Pflicht". Russland sei jedoch nicht in der Lage, eine detaillierte Aufstellung des auf Usbekistan entfallenden Schuldenanteils zu liefern. Dass man die eigenen Schulden bezahlen werde, stehe ausser Frage, man wolle jedoch wissen wofür. Gewisse durch Russland verbreitete und von der Presse aufgenommene Behauptungen, Usbekistan verweigere seine Schuldendienstleistung, seien nicht richtig und fügten dem Land mit Blick auf potentielle Investoren grossen Schaden zu. Das Ansehen des Landes werde so ungerechtfertigterweise negativ beeinflusst.

Mit Blick auf die Regelung der wirtschaftlichen Beziehungen der GUS-Staaten untereinander erinnerte Minister Ramsauer an die GATT-Prinzipien, die die Grundregeln der multilateralen Handelsbeziehungen darstellten. Diese könnten auch den GUS-Staaten als Wegweiser dienen. T stimmte dem zu und fügte an, Usbekistan habe vor etwa zwei Wochen ein Gesuch um Erteilung des GATT-Beobachterstatus abgeschickt.